

Direction de la mémoire,
de la culture et des archives

Service Historique de la Défense
Secrétariat général
Bureau finances-achats

Acquisition, pose et montage de rayonnages d'archives à tiroirs pour le site du Centre des archives du personnel militaire (CAPM) du service historique de la défense

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) DU MARCHE PUBLIC N°ARM/SGA/DMCA/SHD/SG/BFA/04/2024

Marché public passé selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

Codes CPV : 39131100-0 : Rayonnages d'archives
39132200-8 : Meubles à fichiers

Code GM : 41.03.01 Achats de mobilier de bureau

Table des matières

1	DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE PUBLIC	4
1.1	L'acte d'engagement et le cahier des clauses administratives particulières.....	4
1.2	Cahier des clauses techniques particulières.....	4
1.3	Cahier des clauses administratives générales (CCAG)	4
1.4	Cadre de réponse technique.....	4
2	OBJET – MONTANT – PRIX – PRESTATIONS	4
2.1	Objet du marché public	4
2.2	Montant du marché public	4
2.3	Décomposition des tranches.....	5
2.4	Libellé des tranches – Prix.....	5
2.5	Modalités d'affermissement de la tranche optionnelle	5
2.6	Délais objectifs d'affermissement	5
2.7	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
3	CARACTERE DES PRIX	6
3.1	Prix du marché public.....	6
3.2	Contenu des prix du marché public	6
3.3	Mois d'établissement des prix	6
3.4	Type et forme de prix.....	6
3.5	Unité monétaire – TVA	7
4	CONDITIONS DE PAIEMENT	8
4.1	Généralités.....	8
4.2	Avances	8
4.3	Solde	8
4.4	Délai de paiement.....	9
5	DUREE – DELAI – LIVRAISON.....	9
5.1	Durée de validité du marché public	9
5.2	Délais.....	9
5.3	Livraison des meubles de rayonnages à tiroirs	9
5.4	Pénalités	10
6	CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	11
6.1	Représentation des parties	11
6.2	Conditions d'exécution.....	11
6.3	Responsabilité du titulaire	12
6.4	Clauses techniques particulières.....	12
6.5	Normes	12

6.6	Lieu des prestations	12
6.7	Indisponibilité des fournitures	12
7	GARANTIES ET SERVICE APRES-VENTE	12
8	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	13
8.1	Personnes habilitées	13
8.2	Marché complémentaire	13
8.3	Résiliation	13
8.4	Nantissement.....	13
8.5	Tribunaux compétents	14
8.6	Règlement amiable des litiges	14
8.7	Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures...	14
8.8	Adresse de correspondance du titulaire.....	15
8.9	Pilotage du suivi d'exécution du marché public	15
9	Liste des dérogations au CCAG FCS	15

1 DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ PUBLIC

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, la liste des documents contractuels régissant le marché public figure ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1.1 L'acte d'engagement et le cahier des clauses administratives particulières

- L'acte d'engagement et son annexe de prix, à savoir :
 - Annexe 1 : Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

1.2 Cahier des clauses techniques particulières

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de référence et ses annexes contiennent les exigences techniques de la personne publique.

1.3 Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

Le cahier des clauses administratives générales pour les fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Les éventuelles dérogations au CCAG FCS sont listées à l'article 10 *infra*. A défaut les dispositions du CCAG FCS s'appliqueront.

1.4 Cadre de réponse technique

Le cadre de réponse technique (CRT) détaille les dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, en adéquation avec les exigences du CCTP.

2 OBJET – MONTANT – PRIX – PRESTATIONS

2.1 Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet l'acquisition, la pose et le montage de nouveaux meubles de rayonnages à tiroirs destinés à la conservation de fiches sur le site du centre des archives du personnel militaire (situé à Pau) dépendant du Service historique de la Défense (SHD). Il s'agit du remplacement des anciens meubles de rangement de fiches.

Le présent marché public de fournitures est un marché public à tranches, conformément aux articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché public n'est pas alloti, compte tenu des difficultés techniques d'exécution que causerait un tel allotissement.

2.2 Montant du marché public

Le montant total (toutes tranches affermies) du marché public est estimé à : 220 000€ HT, soit 260 000€ TTC.

Ces montants sont donnés à titre indicatif, le règlement sera effectué au taux en vigueur à la date du fait générateur.

2.3 Décomposition des tranches

L'exécution du marché est fractionnée, suivant les dispositions de l'article R.2113-4 du Code de la commande publique, en deux tranches définies dans le présent CCAP.
Seule la première tranche est ferme et exécutoire, dès la notification du marché.

La tranche suivante, dénommée TOp1 est une tranche optionnelle, dont l'affermissement sera notifié par ordre de service, dénommé ci-après « ordre de service d'affermissement », émis par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions de l'article 2.5 *infra*.

2.4 Libellé des tranches – Prix

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations suivant les tranches et aux conditions de prix définies ci-dessous :

	Libellé de la tranche
Tranche ferme (TF)	Acquisition, pose et montage des rayonnages d'archives à tiroir afin d'améliorer l'ergonomie, la sécurité des agents et les conditions de conservation des archives du magasin n°011-01-054
	Description technique :
	Prix estimé HT : 110 000€ HT
Tranche optionnelle (TOp1)	Acquisition, pose et montage des rayonnages d'archives à tiroir afin d'améliorer l'ergonomie, la sécurité des agents et les conditions de conservation des archives du magasin n°011-01-43
	Description technique :
	Prix estimé HT : 110 000€ HT
	Modalité d'affermissement : Ordre de service

2.5 Modalités d'affermissement de la tranche optionnelle

La tranche optionnelle sera affermie par un ordre de service d'affermissement, émis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Cet ordre de service précisera la tranche à affermir et sera notifié par voie dématérialisée via PLACE conformément à l'article 3.1 du CCAG FCS. En cas d'envoi postal, c'est la date de l'accusé de réception qui sera retenue comme date de notification.

Les prix, les quantités, les délais, les conditions de financement et de règlement, les conditions de variation des prix sont ceux définis au présent marché.

2.6 Délais objectifs d'affermissement

Les prix et délais de la tranche optionnelle s'entendent pour un affermissement de ladite tranche dans le délai suivant qui constitue un délai objectif :

- **tranche optionnelle** : T0 + 12 mois

T0 étant la date effective de notification du marché.

En cas d'avance ou de retard du fait de l'État dans l'affermissement de cette tranche par rapport au délai « objectif » fixé ci-dessus, les dispositions suivantes concernant les prix et les délais sont applicables :

Si la tranche optionnelle n'est pas affermée plus de 3 mois à compter du délai « objectif » indiqué *supra*, elle ne pourra plus être affermée au titre du présent marché et le titulaire sera dégagé de tout engagement vis-à-vis de l'État au titre de cette tranche non affermée. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

2.7 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

L'acquisition de nouveaux meubles de rayonnages à tiroirs destinés à la conservation de fiches concerne trois pièces toutes situées au 1^{er} étage du bâtiment 011, sur le site de la Caserne de Bernadotte, place de Verdun à Pau.

Le titulaire organisera la conception/configuration, la livraison, la pose et le montage des nouveaux meubles dans chacun des magasins concernés par le marché en accord avec les attendus techniques du CCTP.

Chaque opération de livraison, pose et montage des nouveaux meubles à fiches concernera un magasin de conservation par an qui sera nouvellement équipé en deux temps. Ces deux phases seront déterminées par le CAPM et transmises au titulaire du marché lors de la réunion de lancement. L'organisation de l'opération de livraison, pose et montage de nouveaux meubles à fiches doit prendre en compte les étapes de transfert et de dépoussiérage des fiches, lesquelles dépendent d'autres marchés publics.

Dans chaque magasin, la pose et le montage de la moitié du nouveau mobilier s'opéreront dans l'ordre défini par le titulaire en accord avec le référent du marché au sein du CAPM.

3 CARACTERE DES PRIX

3.1 Prix du marché public

Le présent marché s'exécute à prix forfaitaire. Les prix du marché public définis dans l'annexe de prix citée à l'article 1.1.1 constituent les prix forfaitaires au titre de chaque tranche.

3.2 Contenu des prix du marché public

Les prix définis dans les annexes de prix citées à l'article 1.1.1 *supra* comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP du marché public mentionné à l'article 1.1.2 *supra* et notamment :

- Le transport et la livraison ;
- La garantie ;
- Les frais liés aux opérations de vérifications ;
- La documentation, les notices et fiches techniques ;
- La garantie ;
- Les frais d'étiquetage, de conditionnement et d'emballage ;
- Les frais généraux, charges sociales ;
- Les taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

3.3 Mois d'établissement des prix

Le mois dit « *mois d'établissement des prix* » pour les prix du marché public est le mois de remise de l'offre au titre du marché public soit février 2025. Ce mois est appelé "*mois zéro*" (M0).

3.4 Type et forme de prix

Les prix du marché public sont définis sur la base des prix forfaitaires mentionnés dans les annexes de prix citées à l'article 1.1.1 supra. Ces prix sont fermes et actualisables.

L'actualisation des prix intervient avant le début d'exécution de la tranche concernée. Elle est effectuée sur la base de l'annexe de prix (DPGF) fournie par le titulaire.

Au plus tard 1 mois avant la date prévisionnelle d'exécution des prestations, le titulaire est tenu de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), en cas d'indisponibilité de PLACE, le recours à l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : shd-vincennes-balr.resp-plan-achat.fct@intradef.gouv.fr est autorisé :

- l'annexe de prix (DPGF) actualisée pour la tranche concernée selon la formule *infra*,
- le pourcentage de variation des prix par rapport au tarif ou barème précédent.

Après l'acceptation expresse de l'administration, les prix applicables des prestations commandées sont les prix actualisés. En cas de transmission des prix actualisés après le délai imparti, l'administration rejettera la demande d'actualisation présentée par le titulaire. Aussi, les prix des prestations demeurent inchangés pour la tranche concernée.

La formule suivante sera utilisée :

$$P' = P * [0,10 + (0,9 * I_n / I_0)]$$

Où :

- P' = prix révisé HT ;
- P = prix initial HT aux conditions économiques du mois de dépôt des offres ;
- I = indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A10 BE – Ensemble de l'industrie – Identifiant 010765054 ;
- I₀ = indice I connu au mois d'établissement des prix M₀ ;
- I_n = indice I connu lors du mois de révision.

La méthode du décalage de lecture à moins 3 mois est appliquée à I_n. Cela consiste à prendre en compte pour un mois donné, la valeur de l'indice 3 mois auparavant, car l'indice est connu bien postérieurement aux mois qu'il concerne.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs intermédiaires seront effectués au dix millième près.

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondie par excès).

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date d'application du nouveau tarif ou barème si l'augmentation de ce tarif ou barème est supérieur à 3% l'année.

En cas de dépassement, si aucun accord n'était trouvé entre les parties, le cas échéant par avenant, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché public en application de l'article 40.1 du CCAG FCS, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, la résiliation du marché public par l'acheteur pour ce motif n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

3.5 Unité monétaire – TVA

Les prix sont établis en euros.

Les prestations exécutées au titre du présent marché public sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

4 CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 Généralités

Les paiements dus au titulaire au titre du présent marché public s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

4.2 Avances

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations. Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

L'avance est fixée conformément à l'article 11 du CCAG FCS, selon les modalités de l'option B.

Calcul et montant de l'avance

Dans le cas d'un titulaire unique :

En application des dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, il est versé au titulaire, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4 infra, une avance égale à 30% du montant initial toutes taxes comprises du marché (hors sous-traitance à paiement direct).

Dans le cas d'une cotraitance :

En application des dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, il est versé à chacun des cotraitants, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4 infra, une avance égale à 30% du montant initial TVA comprise de leur part respective du marché (hors sous-traitance à paiement direct).

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :

Montant de l'avance = taux applicable x montant TTC de la période considérée

Si la période sur laquelle est calculée l'avance est supérieure à 12 mois :

Montant de l'avance = (taux applicable x montant TTC de la période considérée x 12) / (durée de la période considérée exprimée en mois)

Remboursement des avances

L'avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues à titre de solde. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du marché.

Refus de l'avance

Conformément aux dispositions de l'article R2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

4.3 Solde

- **Définition des lots de livraison et de liquidation financière**

Chaque marché tranche constitue un lot de livraison et un lot de liquidation financière.

- **Le solde de chaque lot de liquidation financière** sera payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

- **Les demandes de paiement de solde** sont transmises par le titulaire en un exemplaire à la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées en article 10.5 *infra*.

4.4 Délai de paiement

En application des articles L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues en exécution de chaque tranche est fixé à 30 jours maximum. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par l'ordonnateur, notifiée au titulaire conformément aux dispositions R.2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et aux taux fixés par les articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Pour l'avance, le point de départ du délai de paiement est la date de notification du marché public.

Pour le solde, le point de départ du délai de paiement est à compter de la plus tardive des deux dates entre la date de réception des fournitures et la date de réception par la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 10.5 *infra*.

5 DUREE – DELAI – LIVRAISON

5.1 Durée de validité du marché public

La durée de validité du marché public est de deux ans. La date de début d'exécution est la date de notification du premier ordre de service.

5.2 Délais

Les délais fixés s'entendent :

- pour la tranche ferme : à compter de la date de notification du premier ordre de service (T0), comme délai de présentation aux opérations de vérification ;
- pour la tranche optionnelle : à compter de la date de notification de l'ordre de service affermissant la tranche (T0p1), comme délai de présentation aux opérations de vérifications.

Les durées prévues au marché public s'entendent périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants ou des sous-traitants éventuels).

5.3 Livraison des meubles de rayonnages à tiroirs

Si le transport est fait par un transporteur, à l'arrivée sur le lieu de destination, la personne publique fera les réserves d'usage auprès du transporteur, en lieu et place du titulaire dans les formes et les délais prévus à l'article L.133-3 du Code de commerce (trois jours hors jours fériés), avec copie au titulaire. Le titulaire fera son affaire de tout litige avec le transporteur (objets manquants et dommages constatés par la personne publique).

En complément de l'article 20.3 du CCAG FCS, les prestations commandées doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce qu'elles puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents aux opérations de chargement, transport et déchargement. Le titulaire reste responsable de la fourniture jusqu'à destination et les frais de transport sont inclus dans le prix.

Ces meubles livrés seront accompagnés d'un bon de livraison. Avant leur livraison le titulaire prend contact, au minimum 2 jours ouvrés à l'avance, avec le représentant du CAPM afin de convenir d'une date de livraison et des modalités d'accès au site. Ces dispositions seront précisées lors de la réunion de lancement.

Le bon de livraison est établi en double exemplaire, l'un restant entre les mains du titulaire pour être joint à la facture ultérieurement, l'autre étant remis au représentant du CAPM.

Le bon de livraison devra comporter les mentions suivantes :

- Le numéro et la date du présent marché ;
- La référence de l'ordre de service d'affermissement, le cas échéant ;
- L'identification du titulaire ;
- Le cas échéant, le nom du transporteur ;
- La date de livraison ;
- L'identification du service et le nom de l'émetteur ;
- L'identification des fournitures livrées (désignation et quantité).

La livraison des rayonnages s'effectue selon le planning des opérations prévu à l'article 3.2 du CCTP. Elle donne lieu à la vérification de la conformité des meubles.

5.4 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer au titulaire sur la facture instance.

Les pénalités sont dues quel qu'en soit leur montant.

Les pénalités s'appliquent pour chaque tranche, si les délais définis sont dépassés, des pénalités sont calculées, conformément aux dispositions du présent article.

5.4.1 Pénalités applicables en cas de retard d'exécution des prestations ou exécution partielle des prestations sans l'accord préalable de l'administration

En cas de retard dans l'exécution des prestations ou exécution partielle des prestations sans l'accord préalable de l'administration, les pénalités applicables seront calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R/50$$

Dans laquelle :

P= montant de la pénalité en € HT ;

R= nombre de jours calendaires de retard ;

V = valeur HT de l'ensemble des prestations non exécutées.

5.4.2 *Liste du personnel habilité du titulaire pour réaliser la livraison, la pose et le montage selon le contrôle élémentaire (délais de transmission maximum de 3 jours à compter de la réception de la notification ou ordre de service d'affermissement)*

Le montant de la pénalité s'élève à 30 € HT par jour ouvré de retard.
Toute journée entamée est due.

5.4.3 *Pénalités applicables en cas de défaut des fournitures*

En cas de meuble abîmé, mal monté ou présentant des défauts de fabrication, le montant des pénalités applicables est de 50 € HT par défaut et par meuble.

6 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.
L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

7.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.
Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.
Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

6.2 Conditions d'exécution

7.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son cadre de réponse remis dans l'offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations. **Tout nouvel intervenant devra préalablement être présenté au représentant du pouvoir adjudicateur pour approbation.**

7.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

6.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation permettant d'assurer le pilotage du marché, de conseiller la personne publique, de communiquer sur la disponibilité des produits et d'assurer le service après-vente.

Le titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme aux exigences techniques figurant dans le CCTP du marché.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et d'en apporter la preuve.

6.4 Clauses techniques particulières

Les fournitures doivent satisfaire aux exigences techniques du CCTP du marché mentionné à l'article 1.1.4 *supra*.

6.5 Normes

Les fournitures du marché doivent satisfaire aux exigences des normes (parties, chapitres ou paragraphes de normes) référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature du marché public par le titulaire, ou à tout autre référence accessible au pouvoir adjudicateur ou son représentant dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de l'autorité signataire du marché.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'autorité signataire du marché considéré (ou les personnes habilitées) pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du marché, à la place de celles citées dans le marché,
- des normes d'indice autre que celui cité dans le marché et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des fournitures prévues au contrat.

6.6 Lieu des prestations

Les prestations seront réalisées à l'adresse suivante :

**Caserne Bernadotte
Place de Verdun
63 023 PAU**

6.7 Indisponibilité du mobilier

En cas d'indisponibilité des mobiliers commandé au titre du marché, le titulaire doit prévenir l'entité bénéficiaire et proposer une fourniture équivalente en terme d'exigences fonctionnelles et dont le prix ne pourra excéder le prix fixé au titre du marché. Il devra produire auprès de l'entité bénéficiaire la fiche technique du produit permettant de démontrer l'équivalence avec le produit indisponible.

7 GARANTIES ET SERVICE APRES-VENTE

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un (1) an dans les conditions fixées par l'article 33 du CCAG FCS. Les fournitures font l'objet d'une garantie distincte dans les conditions fixées par l'offre remise par le titulaire.

Le titulaire devra assurer un service après-vente et une assistance technique pour toutes les prestations liées à l'objet du marché.

Ce service devra être joignable par tous les moyens de télécommunications possibles (téléphone, mail...), à des jours et des horaires ouverts.

8 CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

8.1 Personnes habilitées

La personne habilitée à signer le marché est le chef du service historique de la défense ou son représentant.

L'autorité signataire du marché est habilitée à émettre toute décision au titre du présent marché en matière :

- de demandes de sursis de livraison émises en application de l'article 22.5 du CCAG FCS,
- de demandes de prolongation de délai émises en application de l'article 13.3 du CCAG FCS,
- de demandes d'exonération de pénalités.

8.2 Marché complémentaire

En application des articles L.2122-1 et R.2122-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut passer un marché de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial. Le montant estimatif indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence tient compte de la passation éventuelle de ces marchés.

Si un tel marché public est passé par le pouvoir adjudicateur, sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié 2 ans.

8.3 Résiliation

En application de l'article 38 du CCAG FCS, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

8.4 Nantissement

Il est délivré :

- *(dans le cas d'un titulaire unique)* au titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.
- *(dans le cas d'une cotraitance)* à chaque cotraitant, à leur demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.
- *(dans le cas de sous-traitance à paiement direct)* au sous-traitant à paiement direct un extrait de l'original du marché revêtu de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

8.5 Tribunaux compétents

Le présent marché public est soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges. Conformément à l'article R312-1 du Code de justice administrative, le tribunal territorialement compétent est celui de Melun.

8.6 Règlement amiable des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend au sens de l'article 46.1 du CCAG FCS applicable au présent marché public.

8.7 Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures

8.7.1 Règlement des sommes dues

Le règlement des sommes dues en vertu du présent marché public est effectué dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Les règlements seront effectués par virement au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement. Si le titulaire est un groupement solidaire, les règlements s'effectueront conformément au mandat donné au mandataire par chaque membre du groupement concerné.

L'adresse comptable assignataire est mentionnée dans l'acte d'engagement signé par le pouvoir adjudicateur.

8.7.2 Production des factures

Conformément aux dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission et la réception des factures est effectuée sur le portail public de facturation Chorus-pro, accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

8.7.3 Contenu de la facture

Pour l'ensemble des opérations du marché public, chaque facture devra impérativement comprendre les mentions prévues par le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, ainsi que les indications suivantes (liste non exhaustive) :

- Le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique du devis ;
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application « Chorus » ;
- la raison sociale et le nom de la société ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre de commerce ;
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé au présent marché ;
- le numéro et la date du présent marché ;
- le numéro et la date de l'ordre de service d'affermissement et le numéro de commande CHORUS ;
- l'adresse de facturation ;
- le numéro de la facture ;

- le détail des prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant total HT des prestations ;
- le cas échéant, le taux et le montant total de TVA ;
- le montant total TTC.

8.8 Adresse de correspondance du titulaire

Toutes correspondances et notifications relatives à l'exécution du présent marché public seront adressées au titulaire à l'adresse mentionnée au cadre B1 de l'acte d'engagement.

8.9 Pilotage du suivi d'exécution du marché public

Le pilotage du suivi de l'exécution du marché public est assuré par :

- M. Benjamin SANCHEZ, benjamin.sanchez@intradef.gouv.fr, 05.59.40.47.41 pour le département de la collecte et de la conservation des archives du CAPM pour le volet technique ;
- le bureau finances-achats du Service historique de la Défense pour les aspects administratifs (shd-vincennes-balr.resp-plan-achat.fct@intradef.gouv.fr).

9 LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG FCS

- L'article 1.1.4 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS
- L'article 3.4 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG FCS
- L'article 5.4 déroge à l'article 14.1 CCAG FCS